

IDÉES

Le discours de Villepin
au Conseil de sécurité

Page B 5



SANTÉ

L'horloge biologique
sonne plus tôt

Page B 6

LE DEVOIR

C A H I E R
B

PERSPECTIVES

Le grand malentendu

Que fera
la France ?Paris se demande
jusqu'où ne pas
aller trop loinCHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT
DU DEVOIR

Paris — Les relations entre la France et les États-Unis reposent sur un malentendu, a un jour écrit le journaliste français Joseph Kraft. Lorsqu'ils arrivent aux États-Unis, Les Français pensent que les Américains les adorent, alors que ceux-ci n'éprouvent pas de vraie sympathie pour eux. Les Américains, eux, sont convaincus que les Français les détestent. Et pourtant, ils les aiment!

Au moment où la tension est à son paroxysme entre Paris et Washington, les stratèges se demandent comment la France parviendra à sortir de cette partie de bras de fer avec la première puissance du monde. Plusieurs observateurs estiment en effet que les relations entre la France et l'allié américain n'ont jamais atteint un tel degré d'affrontement depuis

« Même pendant la guerre du Golfe, les Américains nous détestaient »

que de Gaulle s'est retiré du commandement intégré de l'OTAN, en 1966.

« Cette crise est très aiguë », disait hier, sur la chaîne de télévision France 2, Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires

étrangères de Jacques Chirac et de Lionel Jospin. « Même le général de Gaulle n'a pas eu à faire face à une puissance américaine aussi dominante. »

L'opinion de Guillaume Parmentier, un spécialiste de l'OTAN, est moins alarmiste. Le directeur du Centre français sur les États-Unis de l'Institut français de relations internationales (IFRI) estime que la France et les États-Unis ont souvent vécu des moments très durs depuis la fin de la guerre froide.

On se souviendra de l'époque pas si lointaine où le ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette se bagarrait avec le chef du département d'État, Warren Christopher, au sujet du Liban et de la Bosnie. « Même pendant la première guerre du Golfe, les Américains nous détestaient parce que nous avions essayé jusqu'au dernier moment de régler le problème par des moyens pacifiques. »

Mais Guillaume Parmentier s'entend avec Hubert Védrine sur une chose. « La différence, c'est qu'avant, aux États-Unis, il y avait une administration pragmatique, soucieuse des considérations habituelles de l'intérêt national, alors que nous avons maintenant une administration qui est beaucoup plus idéologique, surtout au département de la Défense. »

Contrairement à ce qu'on pouvait prévoir, l'élection d'un gouvernement de droite en France n'a pas du tout rapproché les deux

VOIR PAGE B 2: PARIS



Agence France-Presse



De célèbres poupées russes à l'effigie de Ben Laden, Saddam Hussein et George Bush circulent à Saint-Petersbourg.

Les inspecteurs font rapport à l'ONU

Le tour de l'Irak
en 80 joursMalgré le rapport d'Hans Blix, les experts doutent
que la guerre puisse être évitée

Le monde retenait son souffle avant le dépôt, hier au Conseil de sécurité, du nouveau rapport des inspecteurs en désarmement de l'ONU sur leur mission en Irak, qui a duré 80 jours. Il le retenait encore après. Entre la position française présentée par le ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin (« Nous venons d'entendre que les inspections donnent des résultats ») et celle du secrétaire d'État américain Colin Powell (« Davantage d'inspections n'est pas la réponse »), l'écart ne s'est pas rétréci entre Paris et Washington au terme du tour de l'Irak en 80 jours présenté par Hans Blix et Mohamed el-Baradeï.

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Le professeur Larry Hufford enseigne les relations internationales à des militaires de Fort Hood, la plus grande base militaire aux États-Unis, située au Texas. Il dit savoir par ses étudiants que le calendrier de déploiement militaire dans le Golfe est établi depuis janvier 2002. Plusieurs d'entre eux sont déjà déployés et poursuivent leurs cours par Internet. M. Hufford est absolument convaincu que les « idéologues purs et durs » de la Maison-Blanche vont déclencher, disons vers le 1^{er} mars, une guerre « aux conséquences incalculables » contre l'Irak. Avec ou sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le professeur basé à l'université St. Mary's, à San Antonio, n'entretenait hier aucune illusion de « désarmement par la paix », pour employer le mot du ministre de Villepin, à l'issue de la présentation des inspecteurs de l'ONU. « L'administration Bush n'écoute pas », dit M. Hufford. Elle se frotte du Conseil de sécurité et n'a aucun souci pour le multilatéralisme. Elle ira seule faire la guerre s'il le faut. Il ajoute ceci: « Sans compter

que le maintien de 150 000 soldats dans le Golfe lui coûte un milliard \$US par semaine. Elle ne reculera pas. »

Il n'en pense pas moins que Colin Powell est sorti amoché — et le gouvernement Bush encore plus isolé — de l'exercice tenu hier au Conseil de sécurité. « Sa crédibilité a été ternie à l'ONU et au sein de l'opinion publique. » Dans un rapport salué par les analystes, Hans Blix a contesté deux des « preuves » présentées par le secrétaire d'État le 5 février dernier: d'abord, certaines photos aériennes dont M. Powell disait qu'elles montraient assurément des installations servant à fabriquer des armes de destruction massive; ensuite, les affirmations faites par M. Powell selon lesquelles le régime irakien avait eu connaissance préalable des sites que l'ONU allait inspecter.

Le fonctionnaire

Pour Errol Mendes, professeur de droit à l'Université d'Ottawa, « il a été très intéressant de voir M. Blix contester le fondement de certaines preuves de M. Powell ». Vrai, dit M. Mendes, que l'inspecteur en chef s'est comporté en « fonctionnaire typique », donnant aussi des munitions aux Américains en ce qui a trait à l'existence potentielle d'armes chimiques ou biologiques

pour lesquelles les Irakiens n'ont pas rendu de comptes. Mais sur le fond, son rapport a fait la démonstration que l'Irak coopère davantage, que des progrès sont accomplis dans les inspections, qu'en somme, « il n'y a pas lieu de se précipiter en guerre », dit M. Mendes.

Aussi, Michel Fortmann, politologue à l'Université de Montréal, croit que M. Blix « a clairement penché du côté de la position française ». Moins mitigé que dans sa première présentation d'étape, le 27 janvier dernier, M. Blix a plaidé hier « en faveur d'une solution non militaire », estime le politologue, qui a toujours soutenu personnellement que le rétablissement des inspections pouvait constituer un puissant antidote à la guerre.

Le programme des prochains jours? « La balle est dans le camp des Américains », croit M. Fortmann, qui n'écartera pas la possibilité que la Maison-Blanche veuille calmer le jeu à brève échéance. « Un principe de la doctrine américaine veut qu'afin qu'une menace soit crédible face à un État paria, il faut se faire extrêmement menaçant. »

L'impossible comédie

C'est un jeu très dangereux. « Peut-on concevoir que les Américains jouent la comédie? », se demande M. Fortmann, qui avoue avoir renoncé à comprendre une logique américaine qu'il trouve caractérisée par la fuite en avant. Difficile d'imaginer, dans l'état actuel des choses, que Washington recule alors qu'il s'est « peinturé dans un coin » et que son « investissement militaire » de 150 000 soldats est installé dans le Golfe.

M. Mendes affirme que les États-

Unis vont à partir de lundi tenter d'arracher du Conseil de sécurité une seconde résolution sur le désarmement de l'Irak. « L'affrontement est grave et constitue un enjeu majeur pour l'avenir du Conseil de sécurité. » Quoi qu'il arrive à l'ONU, il s'attend maintenant au déclenchement de la guerre à la mi-mars.

Pour le Texan Larry Hufford, la crise irakienne met en exergue le fossé culturel qui sépare historiquement l'Europe des États-Unis: des Européens plus habitués à coopérer entre eux pour résoudre leurs problèmes contre des États-Unis « ancrés dans l'individualisme ». Ce professeur réfute donc toute possibilité que Washington exerce toutes ces pressions militaires sur l'Irak afin de le convaincre de se soumettre au régime des inspections. « La motivation fondamentale du gouvernement dangereux des États-Unis est de mettre le pied en Irak et de redessiner la carte du Proche-Orient. Rien de moins. »

Ce qui ne sourit pas à tout le monde parmi ses militaires étudiants de Fort Hood. « Les forces aériennes et navales feront la guerre à distance, alors ça ne les inquiète pas trop. » Pour les soldats de l'armée de terre, c'est autre chose, souligne M. Hufford. S'il est vraisemblable que le régime de Saddam Hussein puisse être renversé avec une certaine rapidité, dit-il, le contrôle du territoire requerra une occupation militaire qui pourrait s'étendre sur plus d'un an. « Les soldats seront des cibles faciles pour les groupes terroristes qui répliqueront à la présence américaine. Beaucoup de soldats étaient tout à fait prêts à aller se battre en Afghanistan. L'idée d'aller occuper Bagdad les emballe considérablement moins. »

« Sa crédibilité a été ternie à l'ONU et au sein de l'opinion publique »

• PERSPECTIVES •

Pris entre l'empreinte de Paul Martin et les priorités de Jean Chrétien

Le dilemme de John Manley

Le ministre des Finances a peu de marge de manœuvre pour son premier budget



Jean Dion

Tout gommé

En Amérique du Nord, l'essence précède l'existence. Ce n'est pas un postulat philosophique, ni même une hypothèse, c'est un fait. En nos contrées bénies, «faire le plein» n'est pas une expression réservée à George W., qui passe en revue ses troupes en se pourléchant les babines et à qui il ne manque plus guère que le bras levé pour nous rappeler certains va-t-en-guerre de l'ancien temps qui faisaient étalage de leurs armées en guise d'annonce de leur imminente conquête du monde. C'est une façon d'être et de militer en faveur de la démocratie et de la liberté.

L'essence précède l'existence: on vérifie qu'il y a bien du gaz, et pour pas trop cher, et après, on peut commencer à vivre.

Aux nouvelles, il n'y a pas de nouvelles sur le prix du jus de pamplemousse, ni du cream soda, ni de la bière d'épinière, ni du Windex, ni même de l'eau potable — qui sont tous plus chers —, mais si le prix du foutu gaz s'avise de bouger vers le haut d'un dixième de cent le litre, vous aurez une manchette au parfum de scandale avec des entrevues de clients pompés à la pompe et des experts en barils.

(D'ailleurs, en passant, qu'est-ce que c'est que ça, afficher le prix de l'essence au dixième de cent? Un million de dollars, canadien par-dessus le marché! Il est vrai qu'à notre époque incertaine, formidable mais incertaine, il ne faut pas niaiser avec la gestion de son pécule et qu'à l'instar du compulsif qui ingurgite ses émotions, c'est avec des petits morceaux qu'on finit par faire un gros tas. Tenez, un dixième de cent, à un plein de 40 litres par semaine, ça donne quand même, au bout de l'année, 2,08 \$. Multipliez ça par 50 ans et vous aurez un brun du dominion pour le dépôt initial sur la poignée de porte de ce charmant chalet où vous pourrez couler une retraite paisible.

Et puis, en passant encore mais dans l'autre sens pour voir si le prix n'a pas augmenté entre-temps, la décimale est, de toute manière, toujours un 9, genre 79,9 ¢. Ce qui m'amène à une question qui me tarabuste depuis si longtemps que lorsque cela a commencé, la mer Morte n'était pas encore malade: pourquoi ça tient encore, ces 49 ¢ et ces 7,95 ¢ et ces 29,99 ¢? Y a-t-il encore quelqu'un, quelque part, qui se dit: «Si c'était 30 ¢, je consulterais mon institution financière ou mon ma-tendr-e époux-e ou les deux, mais à 29,99 ¢, bonjour l'aubaine! A moi les produits de consommation!» (Si vous en connaissez, dites-moi comment les joindre, je veux une entrevue.)

Ainsi, cette semaine, le monsieur à la télé est parvenu *in extremis* à ne pas succomber à la panique lorsqu'il a indiqué qu'à certains endroits, le litre de super avec service atteignait 1 \$ le litre. Ce qui a fait germer dans mon Ford intérieur qui fait mille milles au gallon une autre question, vous savez combien j'aime les questions: hé chose, je n'entends rien au merveilleux monde de l'automobile et m'en porte assez bien merci, mais as-tu songé que le gars qui a un char qui prend du super a les moyens de payer 1 \$ le litre, surtout s'il est trop lâche pour sortir de son précieux véhicule?

Et as-tu songé qu'en Europe, ils paient leur litre d'essence 1,60 \$ au bas mot et n'en sont pas encore décédés dans des souffrances terribles? As-tu songé que lorsqu'ils entendent des trucs sur le gaz en provenance d'ici, ils doivent trouver qu'ils se font fourrer au cube et ainsi éprouver du ressentiment à l'endroit des USA et ainsi avoir moins le goût d'appuyer leur guerre, qui n'a pourtant qu'un unique but: non pas l'approvisionnement en pétrole mais le maintien de son cours au plus bas niveau possible? Ah! tu es contre les gros sabots américains et pour l'essence pas chère en même temps. Pardonne-moi.

Mais il n'y a pas que l'essence dans la vie. Il y a aussi le ruban gommé. Et dans ce cas, c'est la même chose (l'imbécillité augmente), sauf que c'est le contraire (le prix baisse).

La semaine dernière, le gouvernement des États-Unis a décrété une alerte orange. Du même coup, il a recommandé aux citoyens de se préparer au mieux contre une éventuelle attaque terroriste, notamment en faisant des provisions et en prévoyant une «zone de sécurité» dans leur résidence.

Ergo, le peuple a afflué au Home Depot situé le plus près de chez lui et fondu sur le ruban gommé hyperrésistant — le mondialement célèbre *duct tape* — afin de calfeutrer une pièce, sinon la maison au complet.

Ça y est, vous riez déjà. C'est bien vous, ça, avoir aussi peu de respect pour les gens en danger.

Résultat: il y a presque pénurie de *duct tape* dans les magasins aux États. À tel point que, dans un effort patriotique, un gros fabricant de *duct tape* (www.ducttapefashion.com) en offre en solde sur son site Internet. **ALERTE À LA TERREUR!** L'alerte à la terreur a provoqué l'épuisement des stocks dans certaines régions. Nous avons réduit nos prix pour satisfaire à cette urgente demande. Le hic, c'est que vous ne pouvez choisir la couleur; nous vous en enverrons d'une couleur disponible en stock. Livraison du lendemain et du surlendemain disponible.

Evidemment, le hic est moins la couleur que le fait d'imaginer qu'on puisse sceller hermétiquement quoi que ce soit avec du *duct tape* (ou de la pellicule plastique, aussi très populaire) et en isoler l'intérieur contre toute saleté que pourraient balancer les supôts d'al-Qaïda dans l'air pur et frais du Nebraska ou du Wyoming. En outre, comme disait l'autre, si cela était seulement possible, les gens qui se trouveraient dans l'intérieur en question ne tarderaient pas à être asphyxiés.

Ainsi va, chers amis, la nation la plus puissante de la planète, celle dont le symbole est une statue appelée *La Liberté éclairant le monde*. Y a pas que le ruban qui soit gommé.

Je crois vous avoir dit raffoler des questions, aussi la citation de la semaine est-elle précisément cela, une question, venue de ce terreau fertile du point d'interrogation qu'est la Chambre des communes du Canada, posée par Joe Clark, chef du Parti progressiste-conservateur et ancien premier ministre, qui réagissait mercredi à la diffusion sur vidéocassette du dernier succès d'Oussama ben Laden.

«Les agences canadiennes de sécurité, a demandé M. Clark à Jean Chrétien, savent-elles où se trouve Oussama ben Laden?»

Comme le dit le bras droit d'Oussama lui-même, hé ben

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Quand les projecteurs se braqueront mardi sur le ministre des Finances, John Manley, deux grandes ombres apparaîtront au-dessus de son épaule. Celles de Paul Martin et de Jean Chrétien.

L'ex-ministre des Finances a laissé une telle empreinte sur le processus budgétaire canadien qu'il sera difficile pour son successeur d'imposer la sienne à son premier tour de piste. Ce sera d'autant plus malaisé qu'il doit se faire le porteur du plan d'action d'un premier ministre en fin de parcours et déterminé à changer son image.

Ce contexte explique le caractère relativement prévisible des plus importants éléments du budget. On sait qu'il y aura des surplus, qu'on appliquera les réductions d'impôts annoncées en l'an 2000 et qu'il y aura des investissements importants dans une série de domaines jugés prioritaires dans le discours du Trône de l'automne dernier.

Ainsi, le dossier de la santé a été scellé avec l'«arrangement» du 5 février. Les sommes sont connues: de nouveaux transferts de dix milliards en trois ans pour les provinces et des fonds fédéraux de sept milliards déjà promis ou à être dépensés par Ottawa, y compris ceux destinés aux congés pour soins palliatifs.

La ratification du protocole de Kyoto exige l'adoption de mesures concrètes. Le ministre de l'Environnement, David Anderson, a laissé échapper qu'on parle de milliards de dollars sur quelques années.

Ottawa veut aussi en faire plus pour la petite enfance en haussant, comme promis, la prestation nationale pour enfants et en finançant des places subventionnées dans les garderies. Ce dernier projet dépend de la conclusion d'une entente avec les provinces. L'Ontario résiste. Pour le Québec, la question demeure de savoir ce qu'Ottawa exigera en échange alors que le programme provincial est bien établi.

Le contexte international ne permet plus au gouvernement de différer une injection d'argent frais dans les forces armées. On envisagerait 800 millions de plus par année, soit moins que le milliard ou plus jugé nécessaire, y compris par la vérificatrice générale, pour maintenir la défense à flot. On parle aussi de fonds pour les infrastructures, la recherche et la formation ainsi que quelques allègements fiscaux pour les entreprises.

Contexte favorable

John Manley bénéficie d'un contexte favorable pour réaliser ce plan. Les finances publiques sont saines, l'économie canadienne roule à plein régime et les perspectives d'avenir sont relativement bonnes, malgré l'incertitude associée à la possibilité d'une guerre en Irak, la faiblesse de l'économie américaine et la flambée des prix du pétrole. En somme, le ministre des Finances n'a aucun tour de force à accomplir pour présenter un budget équilibré et satisfaisant à la plupart des attentes du discours du Trône.

Dans ces circonstances, il sera difficile pour lui de se démarquer. Aussi, depuis quelques jours, les fuites précédant le budget se sont multipliées — comme lors des meilleures années de Paul Martin. Le ministre Manley a lui-même contribué à cette situation en accordant — fait unique — quelques entrevues prébudgétaires.

Il s'en dégage une volonté d'imprimer une marque de commerce, une intention peu surprenante quelques jours ou quelques semaines avant son entrée possible dans la course au leadership libéral. John Manley veut en effet se faire l'apôtre de la transparence.

Si tel est le cas, trois tests s'imposent à lui pour prouver son sérieux: afficher l'ampleur du surplus, cesser de brouiller la valeur de la contribution fédérale au système de soins de santé et mettre fin au détournement des

Il n'y a pas de place pour un coup d'éclat de John Manley mardi



John Manley était applaudi par ses collègues en juin dernier après avoir été nommé vice-premier ministre et ministre des Finances.

planteurs surplus du programme d'assurance-emploi.

La tradition...

Tout un défi! Et ça s'annonce déjà mal du côté des surplus. Comme il le fait chaque année, le Bloc québécois a procédé à sa propre évaluation. Par le passé, il est toujours tombé à peu près pile. Cette fois-ci, Pierre Paquette prédit que le gouvernement aura la marge de manœuvre nécessaire pour corriger, entre autres, le déséquilibre fiscal: en effet, ses surplus pour l'année qui s'achève atteindront 10,4 milliards et non quatre milliards comme le prédisait M. Manley à l'automne.

Pour l'année 2003-04, ces surplus pourraient atteindre 10,6 milliards, comparativement aux 7,1 milliards envisagés par John Manley. Dans les officines fédérales, on évoque maintenant un surplus sur deux ans d'environ 18 milliards, un chiffre similaire à celui mis en avant par les prévisionnistes privés.

On saura mardi si M. Manley a adopté les mauvaises habitudes de son prédécesseur. Une légère sous-évaluation, dictée par la prudence, ne ferait pas sourcilier grand monde, mais les écarts enregistrés au cours des dernières années sont tels que la crédibilité même du processus budgétaire commence à être remise en question. John Manley peut y voir. La balle est dans son camp.

En matière de santé, Ottawa tente depuis le 5 février de jouer avec les chiffres pour se donner belle figure. La transparence exige de présenter les choses comme elles sont. Un premier pas a été franchi avec la décision de créer un transfert voué exclusivement à la santé à partir du 31 mars 2004. On ignore comment celui-ci sera établi, mais le budget pourrait fournir des indices, indiquent des fonctionnaires.

Ce nouveau transfert est un bon pas vers la transparence, mais cela ne suffit pas, note le

politologue Alain Noël, de l'Université de Montréal. «Il faut cesser d'inclure les points d'impôt dans le calcul de la contribution fédérale et mettre fin à la fixation arbitraire des sommes par Ottawa. [...] Il faut une entente sur une formule de calcul prévisible», dit-il.

Le recours aux surplus de l'assurance-emploi pour équilibrer le budget, une situation que le Bloc, le NPD et le vérificateur général dénoncent depuis des années, pourrait être corrigé, à en croire M. Manley. Il a déclaré jeudi que «les primes que les gens et les entreprises paient doivent correspondre approximativement aux coûts du programme. Nous ne devrions pas avoir un surplus basé sur les primes d'assurance-emploi, et j'espère que nous pourrions établir un procédé qui entraînera plus de transparence».

Selon un haut fonctionnaire des Finances, une consultation devra de toute façon précéder l'établissement d'un mécanisme de fixation des cotisations. Le problème, c'est que cette consultation a été annoncée une première fois en 2001 et qu'elle n'a pas eu lieu. Bref, on se rattrape.

Mais l'idée de diminuer les cotisations à un niveau tout juste suffisant pour financer les coûts du programme ouvre le chemin à d'autres problèmes. En cas de ralentissement économique et de flambée du chômage et des coûts, les cotisations suivront-elles la même voie? Le système actuel supposait des surplus pour encaisser ces mauvais coups. Le gouvernement les a tous utilisés, mais si M. Manley veut vraiment un programme autosuffisant au cours de la période d'un cycle économique, il doit prévoir un mécanisme pour bâtir ce genre de coussin. Et la façon la plus transparente de le faire, note M. Noël, est de créer une caisse séparée. M. Manley n'en est pas là.

Au bout du compte, il n'y a pas de place pour un coup d'éclat de John Manley mardi et, par conséquent, aucun tremplin pour son éventuelle course au leadership. Ce budget pourrait toutefois être un frein s'il ratait son coup. D'où l'attention intense qu'il a consacrée à l'exercice.

PARIS

SUITE DE LA PAGE B 1

pays. «Il n'y a jamais de haine plus forte que lorsqu'elle se déclare entre des gens qui se croyaient amis», dit Guillaume Parmentier, selon qui les Européens n'ont pas compris le traumatisme du 11 septembre 2001. «Les Américains sont tellement traumatisés par le 11 septembre qu'ils n'arrivent plus à comprendre ce qui se passe ailleurs.»

De vieilles divergences

Les différences de vues sur la région entre la France et les États-Unis ne sont pas nouvelles. Les Américains ont toujours été obsédés par l'Irak alors que la France estime que ce pays pose un problème grave, mais un problème parmi plusieurs autres.

«Nous favorisons une approche globale, dit M. Parmentier. Nous croyons qu'il est dangereux d'essayer de traiter le problème de l'Irak sans prêter attention au processus de paix au Moyen-Orient. Quant au problème des armes de destruction massive, il doit être envisagé de manière globale. Quel que soit le gouvernement au pouvoir en Irak, il voudra toujours se procurer des armes de destruction massive. Les Iraniens en ont, les Israéliens aussi, les Pakistanais en vendent même partout.»

Rappelons que la France est, avec la Russie, le premier partenaire économique de l'Irak. Jacques Chirac, alors qu'il était premier ministre, avait d'ailleurs négocié directement avec Saddam Hussein la construction de la centrale nucléaire d'Osirak. Selon un récent reportage de la chaîne France 3, Paris aurait continué pendant et après la guerre du Golfe à négocier en sous-main avec Saddam Hussein.

Il ne faudrait pas en conclure que la diplomatie

pays dangereux. Les ambassadeurs français ont voté en faveur de toutes les résolutions de l'ONU à ce sujet, y compris la dernière, la célèbre résolution 1441.

Guillaume Parmentier rappelle que les inspections ont permis de détruire plus d'armes que la première guerre du Golfe. Mais quel poids auraient les inspecteurs sans la menace de guerre américaine? Aucun, reconnaît Guillaume Parmentier.

«Mais il faut faire attention. La théorie de la dissuasion nous apprend que si vous allez trop loin, il n'y a plus de dissuasion. Si vous dites que vous ferez tomber le régime, de toute façon, ça ne marche plus.»

Jusqu'où ira la France?

Selon une majorité d'observateurs, la France sera aux prises avec un dilemme au cours des jours qui viennent. «Même si, sans preuves supplémentaires, Bush demandait un vote sur l'action militaire contre l'Irak et que les pressions de Washington permettaient d'obtenir une majorité au Conseil de sécurité, la France serait confrontée à un choix très difficile. Opposer le veto provoquerait les foudres de Washington», dit Pascal Boniface, président de l'Institut des relations internationales et stratégiques.

M. Parmentier refuse de dire jusqu'où la diplomatie française sera prête à aller dans son opposition aux États-Unis. «Tout dépendra du rapport des inspecteurs. Si le rapport dit que les inspections ne fonctionnent pas, il faudra entrer en guerre. Les Français le feront aussi, selon les termes de la résolution 1441.» Mais si les inspections semblent fonctionner, même mal, la France pourrait refuser jusqu'au bout de s'engager dans une guerre qu'elle ne souhaite pas

après avoir poussé son allié, le chancelier allemand Gerhard Schröder, aux limites d'un conflit ouvert avec les États-Unis?

L'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine ne voit pas lui non plus «comment le président de la république pourrait changer d'opinion à la dernière minute, d'autant plus qu'il est en phase avec sa population». Selon lui, la question du veto ne se posera pas puisque les États-Unis pourraient se considérer justifiés d'agir avec leurs alliés sans passer par une nouvelle résolution de l'ONU.

Chose certaine, l'Europe sortira de l'opération profondément divisée puisque huit pays ont fait «un mauvais coup à l'Europe» (Chirac) en publiant une lettre de soutien aux États-Unis dans le *Time*. Mais elle ne sera certainement pas aussi divisée que l'OTAN, qui pourrait ne pas s'en relever. «L'OTAN est dans une situation beaucoup plus difficile car elle n'a pas d'autre rôle que militaire, dit Guillaume Parmentier. L'Union européenne, elle, a beaucoup d'autres sujets pour refaire son unité.»

Jacques Chirac tire sa force du fait qu'il représente l'opinion de l'immense majorité des Européens. La proportion de la population opposée à une intervention américaine sans l'accord de l'ONU atteint 87 % en Allemagne, 86 % en Grèce, 85 % en France, 81 % en Suède, 80 % aux Pays-Bas, 79 % en Italie et même 68 % en Grande-Bretagne.

Avant son élection, Jacques Chirac avait déclaré au magazine *Time* que les rapports à long terme entre les deux pays «ont été et seront toujours conflictuels et excellents. C'est dans la nature des choses [...]». Les États-Unis trouvent la France insupportable de prétention. Et nous nous trouvons les États-Unis insupportables.

♦ PERSPECTIVES ♦



Le président George W. Bush s'est rendu en mai dernier au cimetière américain en Normandie.

La guerre diplomatique

French bashing

La France a été prise à partie par la presse et par les politiciens américains pour ses positions sur l'Irak

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Ingrats, les francouillards, pour tout ce que les États-Unis ont fait pour eux pendant la Deuxième Guerre mondiale? C'est le tabloïd *New York Post* qui a mené le bal cette semaine, avec le plus de méchanceté démagogique, contre le «pacifisme» de la France sur la question irakienne. «Où sont les Français? Ils se cachent, ils pètent de trouille», écrivait lundi le journal populaire dans un reportage intitulé «Ils sont morts pour la France, mais la France les a oubliés», avec une grande photo à la une des petites croix blanches du cimetière américain d'Omaha Beach, en Normandie. «Mesquin», a répliqué un porte-parole du ministère français de la Défense.

La rancœur s'est très publiquement emparée des cercles médiatiques et politiques aux États-Unis face au «front du refus» franco-allemand, une rancœur emmenée par la récente sortie du secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, contre une «vieille Europe» qui ne se laisse pas intimider, pour le moment. Sauf erreur, et vérification faite dans certains journaux, la virulence du propos américain n'a pas eu son équivalent dans la presse principale française.

L'opinion

L'agressivité américaine est essentiellement tournée vers «les Français» — qui mènent la charge antiguerre — alors que l'ensemble de l'opinion européenne, de façon très majoritaire, ne veut pas de guerre, y compris dans des pays comme l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne, où les chefs de gouvernement se sont ralliés à la position de George W. Bush.

Mercrédì, le *New York Post* poursuivait sa campagne de dénigrement dans un autre reportage intitulé «Boycotts nos alliés ingrats», l'auteur et éditorialiste Steve Dunleavy lançant un appel au boycott des vins français — qui représentent environ 12 % du marché américain — et déclarant qu'il faudra faire «la même chose avec les Allemands».

Si encore cette rancœur n'était canalisée que par la presse jaune. Le *Wall Street Journal* y est allé de ses propres obus injurieux en qualifiant le président Jacques Chirac de «rat qui tente vainement de rugir», caricature à l'appui, alors qu'après le dépôt des «preuves» de la culpabilité irakienne au Conseil de sécurité par le secrétaire d'État Colin Powell, le *New York Times*, qui a l'habitude de faire des nuances, jugeait que «seul un imbécile, ou peut-être un Français», douterait de leur irréfutabilité.



Tous les reproches ne sont pas carrément injurieux — des sites Internet comme *fuckfrance.com* et *francesucks.net* s'en donnent à cœur joie — mais tous expriment la vexation que la France ne respecte pas sa dette historique envers les États-Unis. «De la part des Américains, il s'agit moins d'hostilité que de confiance trahie», disait-on cette semaine dans *Le Figaro*.

Ainsi, s'il n'en tenait qu'à Thomas Friedman, chroniqueur au *New York Times*, la France serait chassée du Conseil de sécurité de l'ONU et remplacée par l'Inde.

La langue selon Friedman

«Dominique de Villepin [le ministre français des Affaires étrangères] a suggéré que le régime irakien adopte une loi interdisant la fabrication d'armes de destruction massive. Je n'invente rien, raille M. Friedman. Cette seule proposition rappelle que si les États-Unis n'existaient pas et que si l'Europe avait dû se fier à la France, la plupart des Européens aujourd'hui parleraient l'allemand ou le russe.» Allusion non voilée aux années de collaboration.

L'agacement qui s'exprime à Washington et dans certains médias cache du reste une frustration plus profonde, celle d'avoir à jouer le jeu du multilatéralisme et de voir la puissance américaine contestée. «Pour m'exprimer brutalement, je crois que la politique française consiste à diminuer l'influence américaine en Europe, et même dans le monde», déclarait cette semaine, comme si cette influence allait de soi, un important conseiller du Pentagone, Richard Perle.

Antiaméricains, les Français, comme le pensent ceux aux États-Unis qui réagissent avec francophobie? Plus maintenant. L'antiaméricanisme a fleuri au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, puis a été cultivé par des gens comme Jean-Paul Sartre. Sa tête de pont a été, jusqu'au début des années 80, le Parti communiste français, aujourd'hui réduit à une force politique marginale.

Les temps ont changé. Ironiquement, l'un des best-sellers sur le marché français du livre est, par les temps qui courent, *L'Obsession anti-américaine*, de Jean-François Revel, qui est justement un plaidoyer contre l'antiaméricanisme. Si ce sentiment et son contraire se mesurent à l'aune de l'industrie du livre, alors il peut-être éclairant de signaler que 30 % de la production éditoriale en France est constituée de livres traduits, en grande partie de l'américain. Les traductions ne représentent que 3 % de la production aux États-Unis.

Une autre voix

La francophobie américaine fait beaucoup de bruit, mais elle ne fait pas l'unanimité. Le journal new-yorkais *Village Voice* trouvait récemment «bien facile de ridiculiser les Français, la nation dont les services de renseignement ont alerté le gouvernement Bush au sujet des menaces potentielles d'al-Qaïda avant tout le monde et avant, plutôt qu'après, le 11 septembre. [...] Notre problème, ce n'est pas les Français. Notre problème, c'est notre politique étrangère».

Il faut apparemment s'attendre à ce que cette guerre franco-allemande fasse des «dommages collatéraux» dans les domaines du tourisme, des exportations de vin, de fromages et de produits de luxe. Des membres du Congrès ont commencé à faire du tapage, brandissant la menace de sanctions contre les eaux minérales et les vins français importés aux États-Unis. Un restaurateur italo-américain de Manhattan a retiré de sa carte tous les vins français. Une PME exportatrice de fromages français par Internet, *cheese-online.com*, basée à Tours, a annoncé une baisse sensible de ses ventes aux États-Unis. On ne s'attend cependant pas à ce que ces «dommages collatéraux» soient au bout du compte très préjudiciables. Ceux que ferait une intervention militaire le seraient bien davantage.

Les organisations pacifiques s'organisent

Les artistes américains se mobilisent contre la guerre

MARION PIEKAREC

New York — Aux États-Unis, l'opinion publique fait de plus en plus entendre sa voix contre les visées guerrières du président Bush en Irak. Un des moyens que les organisations pacifistes consistent à utiliser l'art, que ce soit en photographiant des gens nus dessinant le mot *peace* avec leurs corps dans la neige de Central Park ou en donnant des spectacles de «jazz contre la guerre», des pièces de théâtre pacifistes ou des soirées de poésie engagée...

Parmi les initiatives les plus originales, celle de Kathryn Blume et Sharron Bower, deux comédiennes new-yorkaises qui ont décidé d'organiser, le 3 mars prochain, des lectures à l'échelle planétaire de la comédie du poète grec Aristophane, *Lysistrata*. Cette pièce, qui date de 411 ans avant Jésus-Christ, raconte l'histoire de l'Athénienne Lysistrata, qui décide de convaincre toutes les femmes de la Grèce de refuser leurs faveurs à leur mari tant que ceux-ci n'auront pas mis fin à la guerre fratricide qui oppose Athènes à Sparte.

L'invitation est ainsi lancée à tous de faire la lecture de cette pièce dans la rue, au théâtre ou dans son propre salon en invitant des amis. Pour l'instant, 380 lectures seraient prévues dans 44 des 50 États américains et dans 31 pays: à Singapour, en Australie, en Pologne, au Brésil, à Jérusalem, en Afrique du Sud, à Athènes, où la pièce de théâtre a été créée, ainsi que dans plusieurs villes canadiennes. «Et ça augmente à tous les jours», se réjouit-elle.

«Nous avons le devoir d'être dans la rue», affirme André Gregory. Dans une période comme ça, où nous avons un gouvernement plutôt fasciste, je crois que notre travail devient très important. Il s'agit d'ouvrir les yeux, d'être des

Je ne suis jamais allé à Jérusalem,

Mais Shirley parle des bombes.

Je n'ai pas de dieu,

mais j'ai vu les enfants prier

Pour qu'elles cessent de tomber.

Ils prient différents dieux.

Les nouvelles laissent

une impression de déjà-vu, de répétition,

Comme une mauvaise habitude, comme du

tabac bon marché, comme le mensonge social.

[...]

Bientôt, le président va parler.

Il va avoir des choses à dire sur les bombes,

Et sur la liberté, et sur notre façon de vivre.

J'éteindrai alors la télévision,

comme je le fais toujours,

Parce que je ne supporte pas de voir,

Dans ses yeux, les pierres tombales.

L'état de l'Union, Sam Hamill, 2003

lumières dans l'obscurité, de chercher la vérité, dit-il. En tout cas, le travail de l'artiste va vers la vie, pas vers la mort.»

Deux actes de dissidence récents ont inspiré Kathryn Blume: le mouvement Sudanese Mothers For Peace et le groupe Hayir. Dans le cas des Mères soudanaises pour la paix, les femmes ont décidé de refuser leurs faveurs à leur mari tant que la guerre civile qui déchire le Soudan ne sera pas terminée. Dans le cas du groupe turc Hayir («non», en turc), non seulement les femmes ont marché nues dans les rues pour protester contre la compagnie minière qui voulait développer des projets d'extraction qui prévoyaient d'avoir recours à

du cyanure (très toxique et responsable de désastres écologiques), mais dans la ville de Pergame, elles ont également refusé leurs faveurs à leur mari jusqu'à ce que ceux-ci expulsent la compagnie minière de la ville.

Est-ce à dire que Kathryn Blume fait la promotion de cette tactique pour lutter contre la guerre en Irak? «Pas vraiment», dit-elle, quoique si Laura Bush veut refuser ses faveurs à son mari, voire les épouses de certains sénateurs clefs, elle dit ne pas y voir d'inconvénient... Même si son objectif est d'avoir une pièce drôle, elle veut que celle-ci puisse rassembler les gens pour qu'ils parlent de paix.

La deuxième initiative remarquable vient des poètes engagés, selon une tradition établie notamment par Boris Vian en France, Pablo Neruda au Chili et Robert Lowell aux États-Unis. On peut ainsi trouver 100 poèmes contre la guerre sur le site Internet *www.nthposition.com*, qui invite à les imprimer et à les distribuer à loisir sans exiger de droits de reproduction.

Mais c'est le site *www.poetsagainsthewar.org* qui fait le plus parler de lui. Ce site a en effet été créé à la suite de l'invitation de son auteur, Sam Hamill, à un symposium de poésie portant sur les œuvres d'Emily Dickinson, Langston Hughes and Walt Whitman, à la Maison-Blanche.

Non seulement Sam Hamill a décliné l'invitation de Laura Bush, l'hôte de ce symposium, en exprimant son dégoût («J'ai été envahi par une sorte de nausée», dira-t-il), il a aussi envoyé une lettre ouverte à une cinquantaine de ses collègues et amis pour leur demander de lui faire parvenir leurs poèmes contre la guerre.

Une quinzaine de ces poètes contre la guerre feront entendre leur voix en personne lundi au Lincoln Center, à New York. Cet événement est organisé par Not In Our Name, une des organisations pacifistes les plus importantes à l'heure actuelle.



Michel David

Madame Net

Il est de notoriété publique que Gaétan Frigon n'était pas le premier choix de Pauline Marois pour la présidence de Loto-Québec et qu'elle avait dû s'incliner devant le choix du premier ministre Landry. Ou de son chef de cabinet, Claude H. Roy, ce qui revient au même.

Personne n'aime faire rire de soi. Mme Marois avait vraiment eu l'air nonchalante à l'Assemblée nationale, en mai 2001, lorsqu'elle avait dû justifier l'achat d'une Jaguar à l'intention de M. Frigon à l'époque où il était encore président de la Société des alcools du Québec (SAQ). Selon elle, il n'y avait pas de problème puisque la Jaguar en question était montée sur un châssis de Ford Taurus!

La ministre des Finances avait cependant des raisons plus sérieuses de réagir de façon aussi expéditive aux allégations de conflit d'intérêts à l'endroit de M. Frigon. La ministre des Finances pouvait légitimement penser qu'il n'avait pas joué franc jeu avec elle.

Avant même que *Le Devoir* ne mette la main, en mars 2002, sur le rapport d'une firme de détectives qui avait pris M. Frigon en filature, le bureau de Mme Marois avait appris qu'il était sous enquête. On n'a jamais su exactement qui, du Parti libéral du Québec ou de la société Groupaction, l'avait commandée. La poursuite devant la Cour supérieure de M. Frigon a été intentée contre la firme de détectives en est toujours au stade des interrogatoires préliminaires.

En revanche, le but de l'enquête était très clair: il s'agissait d'établir si la SAQ avait accordé des contrats à des entreprises dans lesquelles son président détenait des intérêts personnels.

Le rapport du détective faisait déjà état de la «position particulière» du Fonds de solidarité de la FTQ, qui avait des intérêts à la fois dans la Maison des Futailles — l'embouteilleur de la SAQ — et dans la société Publipage, propriété de M. Frigon et de son épouse.

Quand le bureau de Mme Marois a eu vent de l'affaire, M. Frigon a aussitôt été convoqué. On lui a expliqué que le gouvernement allait l'appuyer sans réserve s'il était en mesure de garantir qu'il n'y avait aucun cadavre dans le placard. M. Frigon a assuré qu'on ne pouvait rien lui reprocher.

On imagine aisément l'irritation de la ministre des Finances quand elle s'est rendu compte que M. Frigon ne lui avait peut-être pas tout dit. Et aussi sa colère lorsque le sous-ministre aux emplois supérieurs a confirmé que le président de la SAQ s'était bel et bien placé en situation de conflit d'intérêts en accordant sans appel d'offres un contrat de 200 000 \$ à une firme de publicité qui lui devait personnellement 400 000 \$.

On ne parle même pas de ces 26 tableaux que Loto-Québec a achetés d'un marchand d'art poursuivi à de multiples reprises pour fraude ou fausse représentation, qui témoignent à tout le moins d'une certaine désinvolture en ce qui a trait à l'utilisation des fonds publics.

Quand M. Frigon a déclaré, par l'entremise du directeur des communications de Loto-Québec, que l'enquête de la firme de détectives avait été «élément déclencheur» de la réflexion qui a mené à son départ, il ne croyait peut-être pas si bien dire.

Personne ne peut douter que sa démission a été fortement inspirée par la ministre des Finances, à qui cette liquidation n'a dû donner aucun état d'âme. Au contraire, elle venait enfin de trouver une bonne raison d'écartier un personnage qui, en plus de l'avoir trompée, était devenu sérieusement embarrassant pour le gouvernement.

Le PQ avait entrepris une véritable descente aux enfers, début 2002, quand les médias avaient révélé les lucratives activités de lobbying d'amis du régime. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces affaires ont contribué à la montée fulgurante de l'ADQ, mais les dommages ont été considérables.

A la veille des élections, ce n'est pas le moment de provoquer un nouveau débat sur l'intégrité. Déjà, le gouvernement peut dire un gros merci à Henri-Paul Rousseau, grâce auquel la découverte du laxisme qui a caractérisé la gestion de la Caisse de dépôt au cours des dernières années ne semble pas avoir égratigné le gouvernement outre-mesure.

Les partis d'opposition ont clairement indiqué qu'ils n'entendent pas lâcher le morceau. La liquidation de M. Frigon a cependant été suffisamment expéditive pour donner l'impression qu'on n'entend plus badiner avec l'éthique.

Depuis qu'elle a exigé et obtenu la tête de l'ancien directeur général du PQ, Raymond Bréard, pourtant un ami personnel de M. Landry, la vice-première ministre est devenue la Madame Net du gouvernement Landry. Souhaitons-lui seulement qu'il n'arrive rien de fâcheux à la SGF.

En sa qualité d'organisatrice en chef du PQ, Mme Marois a pourtant bien d'autres chats à fouetter ces jours-ci. Qu'elle soit en Suisse pour participer au Forum économique de Davos ou à Ottawa pour la conférence des premiers ministres sur la santé, elle consacre une bonne partie de son temps à multiplier les coups de fil à des candidats susceptibles de donner une impression de renouveau, mais aucun gros poisson n'a encore mordu à l'hameçon.

Au PQ, on se contenterait volontiers d'une seule des vedettes que l'ADQ a réussi à recruter au cours des dernières semaines. On ne se fait pas d'illusions sur la possibilité de dénicher un autre Pierre Bourque, mais une Diane Bellemare, par exemple, aurait été la bienvenue. Sa défection a été un coup très dur.

La confirmation que Louise Harel sera de nouveau candidate dans Hochelaga-Maisonneuve est assurément une bonne nouvelle. Après cinq mandats, on ne peut cependant pas dire qu'elle incarne la relève. Mme Marois peut bien nettoyer la maison, mais il faudrait aussi la lèder.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Le contre-pied de Blix

Rien dans le rapport signé par le patron des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix, ne peut être utilisé comme prétexte au coup d'envoi d'une guerre contre l'Irak. Au grand dam de l'administration Bush, l'exposé de Blix s'avère même une caution de la politique avancée par le duo franco-allemand.

Dans son rapport d'étape du 27 janvier dernier, Hans Blix avait déploré le manque de coopération des Irakiens. Il avait alors illustré en quoi et comment Saddam Hussein et les siens avaient fait preuve de mauvaise volonté et de mauvaise foi, mais pas au point de justifier ou de recommander, indirectement, un recours à la force. Par contre, Blix — qui, après tout, est mieux placé que quiconque au sein du Conseil de sécurité pour déterminer s'il faut abandonner la partie aux militaires — avait noté que la marge de manœuvre était assez ample pour qu'on lui accorde le temps nécessaire à une poursuite sereine et sérieuse du mandat voté, il n'est pas inutile de le rappeler, il y a seulement deux mois et demi.

Son tout récent exposé présente des différences notables à plus d'un égard par rapport au premier. Contrairement au précédent, la mauvaise volonté et la mauvaise foi ont été gommées. A la différence du 27 janvier, le chef des inspecteurs s'est senti dans l'obligation de s'arrêter sur l'organisation même du travail exigé des inspecteurs pour mieux souligner que l'infrastructure inhérente à une telle mission a atteint son plein potentiel d'efficacité dernièrement seulement. A ce propos, il est important de souligner qu'il y a trois semaines à peine, une centaine d'inspecteurs experts en objets nucléaires étaient toujours en formation à Vienne, en Autriche.



Serge Truffaut

Mais la grande différence réside probablement dans ces piques envoyées à l'administration Bush. Ainsi, Blix a tenu à désamorcer un des arguments avancés par le secrétaire d'Etat Colin Powell le 5 février dernier. On se rappellera que celui-ci avait alors dévoilé des photos aériennes de camions en mouvement. Et alors? Selon Blix, cela pourrait fort bien être une simple «activité de routine». A l'endroit de ceux qui, au sein de l'administration Bush, ont affirmé que la mission onusienne était noyauté par des espions irakiens, Blix a rétorqué que pas une fois il n'a eu ou obtenu des preuves convaincantes que les Irakiens étaient au courant à l'avance des déplacements des inspecteurs.

La volonté affichée de Blix de contrer un certain nombre d'allégations formulées entre le 27 janvier et aujourd'hui découle probablement du détournement de sens que l'administration Bush a tenté de réaliser, détournement qui avait d'ailleurs obligé Blix à faire une intervention dans la *New York Times*. Cela étant, à la suite de négociations, les Irakiens ont accepté que le nombre d'anges gardiens (si l'on ose dire) par inspecteur passe de cinq pour un à un pour un.

Comme on s'en doute, cette mission ne se poursuit pas sous une enseigne très radieuse. S'il y a moins de points d'achoppement aujourd'hui qu'hier, il n'en demeure pas moins que sur un certain nombre de dossiers, des correctifs devront être apportés. On pense notamment aux preuves qui manquent toujours et qui établiraient hors de tout doute que l'Irak a bel et bien détruit des armes chimiques et bactériologiques.

Dans la foulée de la livraison de Blix, le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, a proposé qu'une rencontre ministérielle soit tenue le 14 mars prochain pour évaluer la situation. Il a surtout prévenu Washington que jamais «la précipitation, l'incompréhension, la suspicion ou la peur» ne doivent imprimer leur influence dans les décisions qui doivent être prises dans l'enceinte des Nations unies. Autrement dit, l'inspection doit se faire avec rigueur et dynamisme tout en s'assurant que des tiers cessent le travail de sape dont l'objectif évident consiste à lui ôter toute légitimité.

Faute de temps, faute d'arguments, Powell ainsi que le président Bush ont répété jusqu'à plus soif que l'Irak doit remplir ses obligations puisque l'Irak, selon leurs croyances, ne s'y soumet pas. Si ces derniers veulent vraiment convaincre le monde qu'il y a matière à attaquer Bagdad, il serait temps qu'ils fournissent des preuves irréfutables et qu'ils précisent les buts de leur guerre.

Un corps étranger

La démission de Gaétan Frigon de la présidence de Loto-Québec n'est en rien surprenante. Lorsqu'on remonte le fil des événements, on voit que la conclusion s'imposait d'elle-même. Le président de Loto-Québec avait commis des erreurs, de bonne foi espérons-le, et il lui fallait quitter son poste avant d'être invité à le faire.

Présenté comme un gestionnaire exceptionnel, M. Frigon n'était pas à l'aise comme administrateur d'Etat, ce qu'il avoue volontiers dans sa lettre de démission. L'obtention de résultats était plus importante à ses yeux que le respect des règles inhérentes au secteur public. A la vue des résultats enregistrés à la Société des alcools du Québec sous sa gouverne, on peut imaginer qu'il a tourné les coins ronds à quelques reprises.

Il y avait un style Frigon. Direct, un peu rustre même, l'homme ne prenait pas de détours. L'opposition libérale à Québec l'a pris en grippe dès son arrivée à la tête de la SAQ, en 1997, choquée par ses réponses cavalières lorsqu'il était invité à rendre compte de sa gestion devant l'Assemblée nationale. Les libéraux n'ont eu de cesse de le suivre à la trace. Ce fut l'hallali lorsque, cette semaine, il a reconnu avoir omis de se conformer au règlement sur les conflits d'intérêts en ne déclarant pas détenir une créance d'un fournisseur de la SAQ. Une fois l'erreur avouée, il ne pouvait plus échapper à son sort.

Le mariage privé-public auquel rêvait Bernard Landry en 1997 en recrutant Gaétan Frigon pour diriger la SAQ a donné des résultats qu'on ne peut nier. Par contre, il faut voir les limites de ce type de mariage. Les gens venus du privé ne se sentent pas à l'aise dans le secteur public. Il est difficile de les recruter et de les garder. Au-delà des questions salariales, ces gens arrivent mal à s'adapter à la culture des administrateurs d'Etat et à des règles d'imputabilité fort lourdes. Tels des corps étrangers, ils sont rejetés par le système.

Le passage de M. Frigon dans le secteur public se termine donc sur un échec. Cela ne sera pas de nature à inciter d'autres gestionnaires du privé à rejoindre le secteur public. A son époque, Robert Bourassa avait lui aussi tenté d'attirer au sein de la fonction publique québécoise des gestionnaires du privé. L'expérience était restée sans lendemain. Cela devrait rappeler aux gouvernements que les personnes les plus aptes à assumer les fonctions de direction de nos grandes sociétés d'Etat se trouvent dans les rangs de la fonction publique. Le secteur privé le sait d'ailleurs fort bien puisqu'il vient souvent y recruter.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Lettre à Pierre Bourque

C'est avec beaucoup de tristesse et de déception que je vous vois troquer l'hôtel de ville de Montréal pour un parti de droite comme l'ADQ.

Dans le cadre de mes fonctions de bénévole, je vous ai rencontré à plusieurs reprises, toujours avec grand plaisir, car j'avais tellement confiance en vous. Vous, grand Montréalais, qui avez su nous convaincre de la nécessité de faire la fusion, vous n'avez pas voté pareil pour faire la promotion de notre belle ville de Montréal.

Dans Bourget et partout sur l'île, lors des élections municipales, les bénévoles souverainistes ont travaillé sans relâche avec l'espoir de votre réélection. Malheureusement, nous avons subi une défaite. Deux jours plus tard, vous faisiez part de votre intention de demeurer chef de l'opposition pour reprendre la bataille dans quatre ans. Quinze mois plus tard, vous voilà associé à l'ADQ. Vous comprenez que nous ne pouvons plus avoir confiance en vous.

Vous savez, du changement, c'est toujours bon en soi, mais pas pour reculer au temps de la Grande Noirceur. Pour toutes ces raisons, soyez assuré que nous, militantes et militants de Bourget, déploieront toute l'énergie nécessaire pour vous assurer une belle défaite à vous et à votre nouveau parti.

Marie Céline Rioux
Anjou, le 4 février 2003

Le fossoyeur des francos récidive

Onze ans après avoir prédit la disparition prochaine des francophones à l'extérieur du Québec en les traitant de «cadavres encore chauds» en 1991, l'auteur Yves Beauchemin se fait une fois de plus le fossoyeur de la francophonie canadienne («Assimilation des minorités francophones au Canada — Le Titanic et le français», *Le Devoir*, 30 janvier 2003). Il estime qu'accueillir des immigrants francophones ailleurs qu'au Québec, une initiative qui l'a bien fait rire, équivaut à leur donner une place à bord du Titanic.

M. Beauchemin devra un jour nous dire combien de fois il devra enterrer (ou noyer) ses cousins francophones et acadiens avant de conclure qu'ils sont bien vivants. Le Canada n'est pas une croisière tropicale pour les francophones, mais nous sommes loin du naufrage. Nos 650 écoles primaires et secondaires, un nombre qui augmente chaque année, nous donnent une base solide à partir de laquelle

nous pouvons construire l'avenir. Nous faisons actuellement des progrès dans des domaines comme la santé et l'accès à la justice. Cela est peut-être aussi matière à rire pour M. Beauchemin. Pour nous, c'est le développement de nos communautés qui est en jeu.

La vitalité culturelle de nos communautés ne fait que grandir, et une nouvelle génération d'artistes (mentionnons Natasha St-Pier et Véronique Dicaire) suit les traces des Antoinette Maillet, Daniel Lavoie et Jean-Marc Dalpé. Nous sommes même un peu plus nombreux que lors des premières prédictions lugubres de M. Beauchemin.

Chaque année, un certain nombre d'immigrants francophones vient s'établir dans nos communautés. Nous demandons maintenant à Citoyenneté et Immigration Canada de travailler ensemble pour améliorer les services d'intégration en français pour ces personnes et nous donner la capacité d'en accueillir un plus grand nombre. Comment ce désir d'inviter des francophones de partout à participer au développement de nos communautés peut-il être perçu par M. Beauchemin comme «sottise et hypocrisie»?

Georges Arès
Président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada
Edmonton, Alberta, le 31 janvier 2003

REVUE DE PRESSE

Les Français, ces capitulars ingrats

Antoine Robitaille

En raison de son refus d'appuyer les États-Unis dans son projet de guerre à l'Irak, la France se fait ratiboiser dans la presse du ROC ces jours-ci. Ce serait un pays constitué d'une bande de «traîtres», experts à planter des «poignards dans le dos» de leurs alliés, écrit Steve Madely dans l'*Ottawa Sun*. Ce sont des gens «déloyaux» dont la tradition est de «s'opposer aux nations anglophones du monde». Cette turpitude hexagonale cache un projet, voire une «obsession»: «restaurer leur antique statut de puissance». En effet, comme le rappelle un autre chroniqueur, du *Toronto Sun* celui-là, Bob Macdonald, «Chirac est le président d'un pays qui n'a pas gagné une seule guerre au cours des deux derniers siècles».

Les Canadiens sont bien placés pour connaître la vraie nature de la France, elle qui «finit toujours par couper l'herbe sous le pied de ses alliés». Prenez de Gaulle: en 1944, il déclarait que «la France est sûre de toujours trouver le Canada à ses côtés puisque nos peuples se connaissent bien». Ça n'a pas empêché le général de commettre la «trahison» du «Vive le Québec libre!» en pleine célébration du centenaire de la Confédération. Phrase célèbre qui, du reste, n'était qu'une «confirmation verbale» de ce que le gouvernement français avait fait en sous-main depuis un certain temps, soit «financer les séparatistes». Et ça continue, rage Madely. En particulier avec ce Jacques Chirac qui, en 1995, «alors qu'allait se tenir le référendum pour briser le Canada», avait promis que la France serait le premier pays à reconnaître un Québec souverain. «C'est ainsi que la France exprima sa gratitude pour le sang canadien versé sur les plages et les champs de bataille français.»

Aujourd'hui, écrit Madely, ce sont les «États-Unis qui prennent conscience de ce que les Canadiens savent depuis longtemps: avec des amis comme la France, un coup de poignard dans le dos ne tarde jamais à venir». En effet, la France a profité du bouclier de l'OTAN pendant plusieurs décennies pour résister aux Soviétiques. «La menace étant disparue, la France est maintenant disposée à détruire l'OTAN.» Pire, en exerçant son droit de veto, elle précipite «la destruction des Nations unies, comme elle a jadis contribué à la dislocation de la Société

des nations». La France se fait aujourd'hui le «porte-parole officiel de l'Irak»: normal, elle a fourni la technologie nucléaire au pays de Saddam en lui vendant la centrale d'Osirak, «heureusement bombardée et détruite par Israël en 1981 puisqu'il était clair que le dictateur irakien s'apprêtait à développer l'arme nucléaire».

Mais la France finira «comme toujours» par «capituler», prédit Madely. Elle se rend compte que le peuple américain est en colère contre elle et que «des boycottages du vin et du fromage ne sauraient tarder à s'organiser». Mais «contrairement aux Canadiens», qui ont la mémoire courte, les États-Unis n'oublieront pas de sitôt l'attitude des Français.

Chez David Frum, du *National Post*, on trouvait aussi samedi dernier cette idée selon laquelle les Français tentent un baroud d'honneur mais finiront par «faire ce qu'ils ont toujours fait devant une puissance supérieure: capituler et se rendre». Mais pourquoi, dans un premier temps, embêter à ce point les Américains? Frum, lui-même rédacteur de discours pour

La presse



du Canada

Doublé jusqu'à l'an dernier, affirme que c'est par «envie et ressentiment». Les Français, depuis un demi-siècle, «ont tenté de retrouver leur grandeur passée en créant une Europe unie gouvernée par la France». Le siège de ce pouvoir résidait dans un autre pays, mais dans une ville «à majorité francophone», Bruxelles. Pendant un temps, l'Union européenne a exclu la Grande-Bretagne, qui «refusait de prendre ses ordres de Paris». Et lorsqu'elle s'est finalement jointe à l'UE, «des milliards de dollars des contribuables et des consommateurs anglais ont été transférés aux fermiers français». Bref, dans les années 80, les rêves de domination française du Vieux Continent semblaient en bonne voie de se réaliser. De plus en plus de pouvoirs étaient transférés à Bruxelles. D'ingénieuses barrières tarifaires bloquaient l'entrée des produits américains et japonais. On parlait du développement d'une armée européenne, «qui devait être commandée par des généraux français, naturellement».

Cette situation s'est soudainement transformée avec la chute de l'empire soviétique. Les changements qui se sont ensuivis ont paru «frustrants et même dangereux» aux yeux des dirigeants français. La révolution informati-

a donné l'avantage aux Américains. La victoire dans le Golfe et l'incapacité des Européens de régler la question des Balkans ont consolidé la supériorité militaire des États-Unis. Enfin, les pays de l'Europe centrale et de l'Est ont commencé à rejoindre l'Union européenne. Mais les jeunes gens dynamiques qui en sont issus veulent apprendre l'anglais et rêvent de travailler pour des entreprises américaines. Les dirigeants de l'Europe centrale et de l'Est s'attendent à jouir de la protection militaire américaine. «D'un point de vue français», tous ces changements «ont été terribles». Mais depuis le 11 septembre 2001, le tableau s'est noirci encore plus. Le «Paris officiel ne se sentirait presque pas plus menacé par la guerre au terrorisme si le président Bush avait ajouté la France aux pays de l'«axe du mal»». Frum écrit cela avec un sourire narquois dans la plume puisque tout le monde sait qu'il est l'auteur de cette formule. (À l'époque, son épouse s'en est vantée dans un courriel qui a trop circulé, geste qui aurait finalement coûté son poste à son mari.) Axe? En passant, le *National Post* surnommait le groupe France-Allemagne-Belgique d'«axe de l'obstruction» jeudi.

Mark Steyn, dans le *National Post*, affirme que «c'est le sort de l'Occident» qui se joue dans cette affaire. Chirac, en privilégiant l'Union européenne, une «création française», et en négligeant l'OTAN, une «création américaine», nuit à l'unité de l'Occident. C'est maintenant une raison supplémentaire, selon Steyn, d'aller en guerre. Parce qu'il est très probable que le président français ressorte de ce conflit «extrêmement affaibli».

Dans une perspective relevant davantage du réalisme politique, Drew Fagan écrivait dans le *Globe and Mail* de mardi que le jeu des Français est simple. «Ils mordillent le mollet du géant américain» pour obtenir un accès garanti au pétrole irakien.

Notons que devant le raz-de-marée anti-français, Ray Conlogue, dans le *Globe and Mail* de jeudi, offrait une traduction anglaise d'un éditorial du *Monde*.

Enfin, en France, où il habite, le journaliste William Watson écrivait dans le *National Post* cette semaine qu'il n'entend pas beaucoup parler du Canada. «La victoire de Mélanie Turgeon en descente a bien fait la une, mais partout, on la présentait comme une Québécoise, sans aucune référence au Canada.» Ah, cette France ingrate!

IDÉES

La crise irakienne vue par la France

L'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui

DOMINIQUE DE VILLEPIN

Ministre des Affaires étrangères de la France

Le texte qui suit est tiré du discours prononcé hier devant le Conseil de sécurité de l'ONU par M. de Villepin dans les minutes qui ont suivi la présentation du rapport d'Hans Blix sur le cours des inspections en Irak.

La question qui se pose aujourd'hui est simple: considérons-nous en toute conscience que le désarmement par les missions d'inspection est désormais une voie sans issue? Ou bien estimons-nous que les possibilités en matière d'inspection offertes par la résolution 1441 n'ont pas encore été toutes explorées?

En réponse à cette question, la France a deux convictions.

■ La première, c'est que l'option des inspections n'a pas été conduite jusqu'à son terme et peut apporter une réponse efficace à l'impératif du désarmement de l'Irak.

■ La deuxième, c'est qu'un usage de la force serait si lourd de conséquences pour les hommes, pour la région et pour la stabilité internationale qu'il ne saurait être envisagé qu'en dernière extrémité.

Or que venons-nous d'entendre à travers le rapport de MM. Blix et el-Baradei? Nous venons d'entendre que les inspections donnent des résultats. Bien sûr, chacun d'entre nous en veut davantage, et nous continuerons ensemble à faire pression sur Bagdad pour obtenir plus. Mais les inspections donnent des résultats.

Sur plusieurs de ces points, des avancées significatives ont été obtenues.

■ Dans les domaines chimique et biologique, les Irakiens ont remis de nouveaux documents aux inspecteurs. Ils ont aussi annoncé la création de commissions d'investigation, dirigées par les anciens responsables des programmes d'armement, conformément aux demandes de M. Blix.

■ Dans le domaine balistique, les données fournies par l'Irak ont également permis aux inspecteurs de progresser. Nous détenons avec précision les capacités réelles du missile al-Samoud. Maintenant, il revient de procéder au démantèlement des programmes non autorisés, conformément aux conclusions de M. Blix.

■ Dans le domaine nucléaire, des données utiles ont été transmises à l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les points importants évoqués par M. el-Baradei le 27 janvier dernier: l'acquisition d'aimants susceptibles de servir à l'enrichissement de l'uranium et la liste des contacts entre l'Irak et le pays susceptible de lui avoir fourni de l'uranium.

Nous sommes tous conscients que le succès des inspections suppose que nous aboutissions à une coopération pleine et entière de l'Irak. La France n'a cessé de l'exiger.

Des progrès réels commencent à apparaître.

■ L'Irak a accepté le survol de son territoire par des appareils de reconnaissance aérienne.

■ Il a permis que des scientifiques irakiens soient interrogés sans témoins par les inspecteurs.

■ Un projet de loi prohibant toutes les activités liées aux programmes d'armes de destruction massive est en cours d'adoption, conformément à une demande ancienne des inspecteurs.

■ L'Irak doit fournir une liste détaillée des experts ayant assisté en 1991 à la destruction des programmes militaires.

Ces progrès nous confortent dans la conviction que la voie des inspections peut être efficace. Mais nous ne devons pas nous dissimuler l'ampleur du travail restant à accomplir: des questions doivent encore être élucidées, des vérifications doivent être conduites, des installations ou du matériel doivent sans doute encore être détruits.

Pour ce faire, nous devons donner aux inspections toutes les chances de réussir [...].



Le ministre des Affaires étrangères de la France, Dominique de Villepin, hier, après son intervention au Conseil de sécurité.

Alors, oui, j'entends bien les critiques.

■ Il y a ceux qui pensent que dans leur principe, les inspections ne peuvent avoir aucune efficacité. Mais je rappelle que c'est le fondement même de la résolution 1441 et que les inspections donnent des résultats. On peut les juger insuffisants, mais ils sont là.

■ Il y a ceux qui croient que la poursuite du processus d'inspection serait une sorte de manœuvre de retardement visant à empêcher une intervention militaire. Cela pose naturellement la question du temps imparti à l'Irak. Nous sommes là au centre des débats. Il y a de notre crédibilité et de notre esprit de responsabilité. Ayons le courage de mettre les choses à plat.

Il y a deux options. L'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix. Et ne nous voilons pas la face: cela sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Irak, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force.

■ Face à de telles perspectives, il y a l'alternative offerte par les inspections, qui permet d'avancer de jour en jour dans la voie d'un désarmement efficace et pacifique de l'Irak. Au bout du compte, ce choix-là n'est-il pas le plus sûr et le plus rapide?

Personne ne peut donc affirmer aujourd'hui que le chemin de la guerre sera plus court que celui des inspections. Personne ne peut affirmer non plus qu'il pourrait déboucher sur un monde plus sûr, plus juste et plus stable. Car la guerre est toujours la sanction d'un échec. Serait-ce notre seul recours face aux nombreux défis actuels?

Donnons par conséquent aux inspecteurs des Nations unies le temps nécessaire à la réussite de leur mission. Mais soyons ensemble vigilants et demandons à MM. Blix et el-Baradei de faire régulièrement rapport au Conseil de sécurité. La France, pour sa part, propose un nouveau rendez-vous le 14 mars au niveau ministériel pour évaluer la situation. Nous pourrions alors juger des progrès effectués et de ceux restant à accomplir.

Dans ce contexte, l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui. Il y a une alternative à la guerre: désarmer l'Irak par les inspections. De plus, un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences.

■ L'autorité de notre action repose aujourd'hui sur

l'unité de la communauté internationale. Une intervention militaire prématurée remettrait en cause cette unité, ce qui lui enlèverait sa légitimité et, dans la durée, son efficacité.

■ Une telle intervention pourrait avoir des conséquences incalculables pour la stabilité de cette région meurtrie et fragile. Elle renforcerait le sentiment d'injustice, aggraverait les tensions et risquerait d'ouvrir la voie à d'autres conflits.

■ Nous partageons tous une même priorité, celle de combattre sans merci le terrorisme. Ce combat exige une détermination totale. C'est, depuis la tragédie du 11 septembre 2001, l'une de nos responsabilités premières devant nos peuples. Et la France, qui a été durement touchée à plusieurs reprises par ce terrible fléau, est entièrement mobilisée dans cette lutte qui nous concerne tous et que nous devons mener ensemble. C'est le sens de la réunion du Conseil de sécurité qui s'est tenue le 20 janvier, à l'initiative de la France.

Il y a dix jours, le secrétaire d'Etat américain, M. Powell, a évoqué des liens supposés entre al-Qaïda et le régime de Bagdad. En l'état actuel de nos recherches et informations menées en liaison avec nos alliés, rien ne nous permet d'établir de tels liens. En revanche, nous devons prendre la mesure de l'impact qu'aurait sur ce plan une action militaire contestée actuellement. Une telle intervention ne risquerait-elle pas d'aggraver les fractures entre les sociétés, entre les cultures, entre les peuples, fractures dont se nourrit le terrorisme?

La France l'a toujours dit: nous n'excluons pas la possibilité qu'un jour il faille recourir à la force si les rapports des inspecteurs concluaient à l'impossibilité pour les inspections de se poursuivre. Le Conseil de sécurité devrait alors se prononcer et ses membres auraient à prendre toutes leurs responsabilités. Et, dans une telle hypothèse, je veux rappeler ici les questions que j'avais soulevées lors de notre dernier débat, le 4 février, et auxquelles nous devons bien répondre.

■ En quoi la nature et l'ampleur de la menace justifient-elles le recours immédiat à la force?

■ Comment faire en sorte que les risques considérables d'une telle intervention puissent être réellement maîtrisés?

En tout état de cause, dans une telle éventualité, c'est bien l'unité de la communauté internationale qui serait la garantie de son efficacité. De même, ce sont bien les Nations unies qui resteront demain, quoi qu'il arrive, au cœur de la paix à construire.

Car la guerre est toujours la sanction d'un échec. Serait-ce notre seul recours face aux nombreux défis actuels?



Gil Courtemanche

Un crime contre l'humanité

Cette guerre, qu'elle se fasse avec ou sans l'approbation des Nations unies, constituera un crime contre l'humanité. Je ne suis pas pacifiste, et, en d'autres temps, j'aurais été dans le camp de ceux qui voulaient attaquer Hitler. Cependant, sauf pour les imbéciles et les manipulateurs de l'opinion publique que sont devenus les gouvernements américain et britannique, Saddam Hussein n'est pas Hitler et ne menace pas la «stabilité» mondiale. C'est la guerre que la droite américaine hystérique veut nous imposer à tout prix qui menace le monde et qui pourrait provoquer les pires distorsions, dont un accroissement dramatique du terrorisme et la conviction profonde qu'alimente Oussama ben Laden selon laquelle l'Occident a décrété une croisade contre l'Islam.

Soyons sérieux et cessons de prendre des vessies pour des lanternes. Saddam Hussein ne menace que les Irakiens. Son armée, qu'on a faussement décrite comme la quatrième puissance militaire du monde à l'aube de la guerre de 1991, n'existe plus. Son aviation a été presque entièrement détruite. Ses missiles, même s'il triche un peu sur leur portée, ne menacent surtout pas les Etats-Unis, qui insistent sur l'autodéfense pour justifier leur intervention. Jeudi, Bush, sourire aux lèvres, a déclaré devant des marins enthousiastes: «Le terrorisme nous a attaqués. Nous attaquons maintenant le terrorisme.»

Allons-nous tuer des milliers d'Irakiens parce que les Etats-Unis font face à un ennemi, al-Qaïda, qu'ils ne parviennent pas à circonscrire, ainsi qu'à une sorte de fantôme, Oussama ben Laden, qui les nargue et les humilie par son obstination à exister? Car c'est bien ce dont il s'agit: tuer des milliers d'innocents.

Tuer des milliers d'innocents parce que Saddam Hussein a déjà utilisé des armes chimiques contre son peuple? Ces armes chimiques lui ont été fournies par l'Occident dans sa volonté de contrer l'Iran. Tuer des milliers d'innocents parce qu'un groupe vaguement affilié à Oussama ben Laden, actif dans une partie de l'Irak que Saddam ne contrôle pas, est capable de produire du ricin, un produit mortel? C'est ce que ce pauvre Colin Powell, dépourvu d'arguments, a souligné devant un comité sénatorial cette semaine pour prouver que l'Irak et l'insaisissable terroriste sont de même. Quand on lui a rappelé que les services secrets britanniques qui ont arrêté des suspects en possession de cette arme chimique étaient convaincus que le ricin avait été fabriqué localement, le faire-part de Bush a rétorqué que ces terroristes avaient utilisé les connaissances scientifiques d'al-Qaïda. Il aurait pu ajouter qu'on peut trouver la formule du ricin sur Internet et que la BBC note sur son site que n'importe qui peut produire cet agent toxique à la maison.

Tuer des milliers d'innocents parce que, toujours selon Powell, l'appel d'Oussama ben Laden à la défense de l'Irak par les musulmans constitue une preuve de son «partenariat» avec Saddam même s'il traite celui-ci d'infidèle et de communiste?

Tuer des milliers d'innocents parce qu'un rapport des services secrets de la Grande-Bretagne nous dit que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive même si ce rapport est en grande partie le plagiat d'une thèse écrite par un étudiant il y a quelques mois?

Les Américains se disent attaqués par l'Irak. Timothy McVeigh, l'auteur de l'attentat d'Oklahoma City, a tué plus d'Américains que ne l'ont fait tous les soldats irakiens pendant la première guerre du Golfe. Depuis, aucun Américain n'a été attaqué par l'Irak. Ils disent que leurs alliés dans la région, l'Arabie Saoudite et Israël, sont menacés par Saddam Hussein. Ces alliés ont-ils demandé qu'on vienne à leur défense? Non. Au contraire. Cette guerre ne leur cause que des problèmes. Et même s'ils l'appuient du bout des lèvres, ils prient pour qu'elle ne survienne pas. D'autant qu'il n'existe pas au monde de pays plus puissant que l'Irak, malgré son armement qui n'est pas négligeable. L'Irak est encerclé, soumis par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à un régime de surveillance et d'interdiction de vol qui lui interdit toute aventure militaire hors de ses frontières. L'Irak ne menace personne. Sauf George Bush.

Allons-nous tuer des milliers d'innocents pour satisfaire les fantasmes de Bush, ses déconvenues dans la lutte contre Oussama ben Laden (lutte amplement justifiée) et la volonté américaine d'assurer l'approvisionnement en pétrole? C'est la question que notre premier ministre doit se poser. En effet, toutes les autres justifications relèvent de la fabulation. Et il y a pire. Une fois le concept de guerre préventive approuvé, que ferons-nous de l'Iran, de la Corée du Nord, de la Libye (déjà dans la ligne de mire) et, à un autre niveau, du Pakistan et de l'Inde, qui jouent du nucléaire comme des enfants irresponsables, voire de la Russie, qui massacre les Tchétchènes, ainsi que des Chinois et des Américains, qui continuent de fabriquer des armes chimiques et biologiques interdites par l'ONU? Que ferons-nous d'Israël, qui rejette toutes les résolutions de l'ONU? Faudra-t-il les anéantir tous?

Voilà la véritable question que les Américains nous posent. La seule réponse à un monde qui nous échappe est-elle de commettre un crime contre l'humanité? Nos voisins disent oui sans hésitation. M. Chrétien, au nom de la grande majorité des Canadiens qui s'opposent à cette tuerie injustifiée, je vous en prie: dites non et proclamez notre respect de l'humanité.

Des médecins propriétaires d'hôpitaux?

La gratuité totale des services de santé de base est une grave erreur

AUGUSTIN ROY

Nous publions ici des extraits d'un ouvrage que le D^r Augustin Roy, ex-dirigeant du Collège des médecins, lance ces jours-ci, aux Editions du Méridien, sous le titre Permettez-moi de vous dire.

On prétend avoir un bon système de santé. La vantardise va jusqu'à laisser croire qu'il est le meilleur au monde! Ce système est très généreux et fort probablement le plus généreux de tous. Cette générosité coûte très cher et est la cause du gouffre financier dans lequel nous nous enfonçons. C'est un puits sans fond. S'il y avait un minimum à payer pour tout service de santé dispensé et considéré non vital, on verrait sûrement une diminution appréciable dans la demande des services. [...] La gratuité totale des services de santé de base est une grave erreur. Elle n'existe nulle part au monde, sauf à Cuba et en Corée du Nord, qui ne sont certainement pas des exemples à imiter... [...]

En matière de santé et de services sociaux, les méthodes de travail devraient être révisées de a à z. Formulaires à remplir, paliers à franchir pour une approbation, encadrement, etc., rien ne devrait être oublié. Toutes les pierres seront retournées. Une fois établie la quantité de postes nécessaires pour accomplir un travail de qualité, il faudra instaurer une gestion plus ouverte, moins encombrante, plus responsable, et payer les acteurs selon leur rendement. Des em-

ployés compétents et motivés doivent être bien payés. Leur productivité sera meilleure. Ils aideront l'employeur à mieux performer. [...]

Première étape cruciale: abolir les régies régionales et épargner 100 millions par année en coûts directs et indirects. Il n'est plus permis de tolérer une telle improductivité et une bureaucratie aussi castratrice.

Deuxième étape: fusionner les conseils d'administration de tous les établissements d'une région pour en arriver à un maximum variant entre un et sept selon le poids démographique de chacune. On devrait, en bout de piste, atteindre un maximum de 35 à 40 conseils d'administration dans l'ensemble du Québec. [...]

Troisième étape: abolition des commissions médicales régionales et des départements régionaux de médecine générale, qui n'auraient plus de raisons d'exister. [...]

Éliminer la duplication

Quatrième étape: les 147 CLSC et leurs points de services feront place à autant de groupes de médecins de famille (GMF), qui sont devenus prioritaires pour le gouvernement. Pour éliminer toute duplication coûteuse (édifices, instrumentation, main-d'œuvre, etc.), tous les médecins actuels des CLSC devront se joindre aux GMF Assistés d'infirmières et de travailleurs sociaux, ils prodigueront tous les services de première ligne de leur secteur. Il est in-

ceptable de maintenir deux réseaux parallèles pour une même clientèle. [...]

L'étape suivante est la passage d'une loi instituant le service civique obligatoire d'au moins quatre ans, établi en fonction des besoins de la population, pour tout nouvel étudiant en médecine. Selon des modalités connues de tous, les futurs spécialistes de niveau tertiaire, les chercheurs et cas similaires pourront exercer en milieu universitaire. Cette loi abrogerait toutes les dispositions contraignantes des lois actuelles, au fur et à mesure de sa mise en application. Elle ne toucherait que les futurs médecins visés par ce nouveau régime. Après cette période obligatoire de quatre ans, tout médecin recevrait son permis régulier d'exercice et aurait alors le loisir de s'installer où il le désire et d'exercer le genre de médecine de son choix. Il aurait remboursé sa dette à la société. [...]

Il faudra aussi donner plus de pouvoir aux médecins. Les problèmes du système de santé ont débuté lorsque des bureaucrates jaloux ont décidé de se substituer aux médecins et de les éliminer du processus décisionnel. Démotivés et écourés, les médecins se sont retirés dans leurs terres. De guerre lasse, ils ont abandonné le combat. Ils sont prêts à le reprendre une dernière fois. Ils doivent réussir dans l'intérêt de leurs malades. C'est le temps de développer l'esprit d'entrepreneuriat chez un bon nombre d'entre eux et de prendre en charge le système de santé. Que j'aimerais voir des médecins propriétaires d'hôpitaux! Ça marcherait rondement.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (vigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Prévost (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (recteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Resny, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (éditrice), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIONNELLE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Puroy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président adjoint et directeur général).

LE DEVOIR

SANTÉ

L'horloge biologique sonne plus tôt

L'infertilité due à l'âge: une nouvelle réalité qui fait bondir les consultations en clinique de fertilité

Mondialisation de la santé des pauvres

AGENCE SCIENCE PRESSE

Entre 40 et 52 milliards d'ici l'an 2015: c'est ce qu'il en coûterait pour améliorer considérablement l'état de santé de la population des 83 pays les plus pauvres de la planète. La priorité serait de réduire la prévalence des maladies les plus dévastatrices, dont plusieurs sont faciles à traiter, pour autant qu'on ait l'infrastructure médicale nécessaire et l'argent pour acheter les médicaments ou entreprendre une campagne massive de vaccination. C'est en bonne partie à cela que serviraient ces milliards.

Le calcul constitue le cœur d'une étude publiée dans la revue américaine *Science*, et ces chiffres avaient déjà circulé au cours des mois précédents. L'étude est cosignée par une douzaine de chercheurs de l'Organisation mondiale de la santé, de l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres... et de la Banque mondiale.

Autrement dit, il s'agit d'une analyse médicale du problème... doublée d'une analyse froidement comptable. «Un tel programme est réalisable, concluent-ils, et éviterait des millions de décès de femmes et d'enfants chaque année dans les pays pauvres.» Analyse froidement comptable parce que, évaluent-ils, une amélioration de l'état de santé se traduirait par une amélioration de l'économie: moins de forces vives emportées dans la force de l'âge, une meilleure espérance de vie, etc.

Ce n'est pas la première fois que des chercheurs s'indignent du fait que des populations entières meurent dans les pays du Sud faute de soins qui sont accessibles dans les pays du Nord (mortalité infantile, tétanos, diphtérie ou tuberculose). Mais la présence d'un représentant de la Banque mondiale et de l'économiste Jeffrey Sachs parmi les signataires signifie qu'une autre orientation a pris forme: pour convaincre le Nord d'investir ces milliards, allons-y par des arguments économiques.

En fait, c'est déjà commencé, souligne l'étude, en rappelant le récent rapport de l'OMS et de sa Commission sur la macro-économie et la santé. De calculs en calculs, les chercheurs ont concentré leurs regards sur une liste des 83 pays dont le revenu annuel moyen par habitant est au bas de l'échelle (1200 \$ et moins). Des pays dont la population atteindra 4,8 milliards en 2015...

EN BREF

Trop gros, docteur

(ASP) — Si le médecin est trop gros, ses patients lui font moins confiance. Cruelle réalité à laquelle ils devront faire face, affirme Robert Hash, de l'Université Mercer à Macon (Géorgie), après avoir interrogé 200 patients: ceux-ci étaient «moins impressionnés» lorsque le conseil provenait d'un gros médecin plutôt que d'un fluet. Et ce, même si le conseil n'avait rien à voir avec la santé ou l'alimentation... Peut-être que ces patients se demandent si le médecin qui fait de l'embonpoint est enclin à suivre ses propres conseils en santé?

Le ver à collagène

(ASP) — Des vers à soie ont été génétiquement modifiés afin qu'ils produisent une protéine dans leur cocon, et pas n'importe laquelle: le collagène, cette substance bien connue des chirurgiens esthétiques. Dans la description que fait de sa recherche l'équipe de l'Université d'Hiroshima (Japon), on sent pointer les dollars: sachant, écrivent-ils, que la production de ver à soie est une industrie majeure dans plusieurs pays, il y a un potentiel drôlement intéressant pour l'industrie du collagène.

Prenez deux chocolats...

(ASP) — Ayant constaté que plusieurs patients cessent de prendre leurs médicaments parce qu'ils ont mauvais goût, un chercheur californien a trouvé la solution: injecter dans la pilule un peu de chocolat, mais surtout, celui qui développe une accoutumance! Le brevet déposé par Paulo Alteffer, de San Francisco — son produit n'est pas encore commercialisé et nul ne sait s'il le sera jamais —, fait état d'une «recette spéciale» à base de cacao légèrement grillé additionné d'acides aminés. Il assure que les mordus ne voudront

On croyait que son tic tac ne se faisait entendre qu'à l'aube de la quarantaine. Mais l'horloge biologique qui plane au-dessus de la tête des femmes se met en marche beaucoup plus tôt que prévu. Vers 27 ans, disent les plus récentes études. Or, en ce monde où travail et carrière sont les nouveaux gourous, de plus en plus de femmes flirtent avec la maternité dans la trentaine avancée. Et se heurtent à l'infertilité avant même d'avoir espéré leur premier poupon.

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

À la clinique de fertilité de l'hôpital Saint-Luc, le Dr François Bissonnette, gynécologue et professeur responsable du programme d'endocrinologie de la reproduction et de fertilité à l'Université de Montréal, constate depuis 15 ans une hausse constante des couples qui viennent consulter à l'aube de la quarantaine.

«Je dirais que l'âge moyen des femmes qui viennent consulter atteint maintenant 35 ans et que dans la moitié des cas, l'âge est ce qui explique leur infertilité», affirme ce médecin.

«Aujourd'hui, les gens se disent qu'il sera toujours le temps de faire des enfants plus tard. Les femmes arrivent ici en bout de ligne, à l'approche de la quarantaine. Elles ont tout essayé, ça ne marche pas et elles sont désespérées. Mais il est souvent trop tard», ajoute le Dr Bissonnette.

Ces femmes ne sont pas seules à penser que l'on peut facilement amorcer une grossesse jusqu'à 40 ans. Un sondage réalisé par l'American Infertility Association (AIA) démontre que cette croyance est fortement ancrée puisque la majorité des gens situent à 40 ans l'âge du déclin de la fertilité féminine.

Le mythe débolonné

Or ils ont tout faux. De toutes récentes études viennent de faire reculer ce fameux compte à rebours de plusieurs années. En avril 2002, des chercheurs européens publiaient dans la revue *Human Reproduction* des résultats inédits démontrant que le déclin de la fertilité s'amorce dès 27 ans chez la femme.

Après avoir étudié le taux de grossesse chez 780 couples dont l'âge variait entre 19 et 39 ans, ils ont constaté que les chances pour une femme de devenir enceinte au cours d'un cycle chutent littéralement de moitié entre 27 ans et 35 ans.

Si, à l'âge de 25 ans, les chances de devenir enceinte à chaque cycle sont de 25%, elles ne sont plus que de 20% entre 30 et 35 ans et diminuent de 9 à 14% par année par la suite. À 40 ans, on situe à environ 5% par cycle les probabilités de concevoir. Plus encore, les risques de fausse couche décuplent avec l'âge. De 9% à 20 ans, ils grimpent à 18% à 35 ans et 36% à 40 ans.

«Il y a un problème d'information à la base, parce que la plupart des femmes âgées qui viennent nous voir sont sûres que cela va fonctionner parce qu'elles ont déjà eu un enfant plus jeune, ou même un avortement. Il y en a même qui viennent nous voir dans la quarantaine», soutient le Dr Robert Hemings, spécialiste de la reproduction à l'Université McGill et médecin à la plus importante clinique de fertilité au Québec, Procréa, où défilent près de 6000 couples par année.

Chez les femmes, c'est la baisse de la qualité des ovules qui explique la chute dramatique de la fertilité après 35 ans. De qualité moindre, les ovules d'une femme dans la trentaine sont moins facilement fécondés. À 42 ans, on estime qu'environ 90% des ovules produits présentent des anomalies génétiques.

«Une femme naît avec ses ovules, alors que l'homme produit de nouveaux spermatozoïdes chaque jour. Le nombre d'ovules disponibles est fixe et déterminé par le code génétique. Le malheur, c'est que les meilleurs ovules sont libérés au tout début de la vie fertile d'une femme, vers 18 ans, et que ceux qui restent à 38 ans sont de moins bonne qualité», explique le Dr Louis Granger, un spécialiste en fertilité qui pratique aux hôpitaux Sainte-Justine et Maisonneuve-Rosemont.

Pourtant, bien des femmes ont eu vent de l'histoire d'une grande tante éloignée ou d'une grand-mère qui a eu son 14^e enfant passé 40 ans.

«Ça, c'est un mythe. Tout le monde a une histoire de voisine qui est "tombée enceinte" à 43 ans. Le problème, c'est que c'est l'exception et non la règle. À cet âge, les possibilités de devenir enceinte sont infimes. Mais à l'époque, il y avait plusieurs de ces exceptions parce que les femmes n'avaient pas accès à la pilule», soutient le Dr Jocelyn Bérubé, responsable de la clinique de planning des naissances à l'hôpital de Rimouski.

Le problème de l'infertilité due à l'âge est donc un phénomène nouveau. Autrefois, la majorité des femmes avaient leurs enfants dans la jeune vingtaine et les causes d'infertilité étaient tout autres. Mais aujourd'hui, la donne a changé.

Des mères de plus en plus âgées

Le dernier, pas moins de 42% des femmes qui ont donné naissance à leur premier bébé avaient plus de 30 ans et 14% avaient plus de 35 ans, selon des chiffres



CHRISTIAN TIFFET LE DEVOIR

lement 12% des femmes avaient leur premier bébé après 30 ans.

En dix ans seulement, le nombre de femmes de plus de 35 ans et de plus de 40 ans qui ont accouché a doublé.

Héritage d'une société qui accorde de plus en plus d'importance au travail et à la performance, cette hausse de l'infertilité due à l'âge entraîne d'ailleurs de sérieux enjeux sociaux. Surtout à l'heure où la natalité est en chute libre. Chez nos voisins américains, un livre publié l'an dernier est venu ébranler les certitudes de nombreuses Américaines.

Selon Sylvia Ann Hewlett, l'auteur de *Creating a Life: Professional Women and the Quest for Children*, les exigences du milieu du travail et le report constant des grossesses provoquent aujourd'hui une épidémie de femmes de carrière qui sont tristes de ne pas avoir eu d'enfant, qui ont carrément raté le train de la maternité. Souvent parce qu'elles ignoraient que leur fertilité déclinait dès la trentaine.

L'auteur affirme que les femmes doivent être pleinement conscientes de leur choix, de leur fertilité, et y penser à deux reprises avant de remettre aux calendes grecques leur première grossesse.

Chose certaine, les femmes, elles, seront de plus en plus nombreuses à courir vers les cliniques de fertilité. Selon la Société australienne de fertilité, le nombre de femmes de plus de 40 ans qui ont recours aux traitements de fertilité s'est multiplié par dix depuis les 25 dernières années.

«Si on regarde les consultations pour infertilité, elles n'ont cessé d'augmenter. C'est un phénomène mondial. En Amérique du Nord, l'un des principaux motifs de consultation est l'âge et est relié au fait que les femmes veulent faire une carrière et décident d'avoir des enfants beaucoup plus tard», renchérit le Dr Bissonnette.

Pas de panacée

Le hic, c'est que les traitements de fertilité ont souvent peu à offrir aux femmes plus âgées. La fécondation *in vitro* (FIV), dont le taux de succès est de 25 à 30% en moyenne chez les femmes plus jeunes, n'obtient qu'un taux de réussite de 10 à 15% après 35 ans et de... 9% après 42 ans.

«La FIV n'est pas une cure contre l'âge. Le taux de succès de la FIV est directement relié à l'âge. À partir de 42 ans, on ne le recommande même plus. Pourtant, beaucoup de gens nous le demandent parce qu'ils n'ont plus d'autre espoir», affirme le Dr Bissonnette.

D'ailleurs, le vieillissement de la clientèle dans les cliniques de fertilité pourrait influencer à la baisse le taux global de réussite de certaines techniques, qui sont autrement assez efficaces chez des couples plus jeunes. «Quand on voit un couple de 35 ans qui vient nous consulter pour infertilité, il faut se mettre sur le mode turbo. On n'a plus de temps à gaspiller et on va plus rapidement vers les techniques de reproduction»

«Ce que les femmes doivent comprendre, c'est qu'après 35 ans, la fertilité décline de 2 à 3% de six mois en six mois et que c'est un processus rapide. Ça peut être la différence entre pouvoir faire un bébé ou pas», soutient le Dr Granger.

Pas étonnant qu'aux États-Unis il se soit réalisé plus de 60000 traitements de fécondation *in vitro* l'an dernier. Mais non seulement le recours à ces techniques n'est pas une panacée contre l'âge, il est à l'origine d'un bond spectaculaire des grossesses multiples et, parfois, de naissances prématurées. De 25 à 35% des fécondations induites par la FIV se terminent par des grossesses multiples.

Et quand la FIV ne marche plus, les femmes n'ont plus comme autre option que l'adoption, ou le recours au don d'ovules, une méthode de plus en plus courue pour faire un pied de nez à l'âge. L'an dernier, 5000 couples américains ont eu recours au don d'ovules, et au Canada, le même mouvement, quoique timide, prend de l'ampleur.

D'ailleurs, les grossesses tardives et bien médiatisées de plusieurs starlettes d'Hollywood seraient le fait de ce nouveau recours au don d'ovules de femmes plus jeunes.

Un enjeu de société

Pour le Dr Jocelyn Bérubé, responsable depuis plus de dix ans de la clinique de planning des naissances à Rimouski, les toutes nouvelles connaissances sur la fertilité féminine appellent à de sérieuses remises en question sociales. «Oui, il faut sensibiliser les femmes au fait que la grossesse ne peut pas être reportée sans conséquence, mais toute la société doit s'impliquer pour favoriser des politiques familiales qui vont permettre aux femmes, et aussi aux hommes, d'y penser plus tôt. Beaucoup de femmes voudraient des enfants plus tôt, mais le contexte ne le permet pas. Dans certaines entreprises, il n'y a tout simplement pas de place pour un bébé», déplore ce dernier.

Cela dit, les hommes aussi pourraient bientôt avoir à se préoccuper de leur potentiel reproducteur. Contrairement aux mythes voulant que ces messieurs pourraient concevoir jusque sur leur lit de mort, la fertilité des hommes serait, elle aussi, influencée par l'âge.

Une autre étude publiée dans *Human Reproduction* vient de démontrer que chez 80% des hommes de 50 ans et plus, la mobilité du sperme est affectée. Entre 20 et 80 ans, cette mobilité, cruciale à la fécondation, diminuerait de 0,7% par année. Cette baisse de fertilité chez l'homme, conjuguée à celle des femmes, pourrait donc doublement affecter les chances de concevoir de couples plus âgés.

D'autant plus que le nombre d'hommes qui choisissent de fonder une nouvelle famille dans la quarantaine ou la cinquantaine a augmenté de 25% depuis 20 ans.

Qu'on se le dise, donc, l'horloge biologique commence à faire des siennes beaucoup plus tôt que prévu. Et son annonçant tic tac ne résonnerait pas inste